

Géopolitiques de l'eau dans le bassin du Jourdain

L'eau est la ressource de base dont l'homme ne peut se passer. Elle est aussi la question à résoudre dans le bassin du Jourdain. Norbert LIPSZYC, auteur de "Crise mondiale de l'eau. L'hydro-diplomatie", présente son analyse de la situation. H2o mars 2016.

Géopolitiques de l'eau dans le bassin du Jourdain

L'eau est LA ressource de base dont l'homme ne peut se passer. Lorsqu'elle se trouve à cheval sur des frontières politiques, la coopération entre les entités voisines est indispensable. Sinon, elle devient source de conflit.

Norbert LIPSZYC

image Le dessous des cartes ARTE

h2o - mars 2016

À

La Question de l'eau entre Israël et les Palestiniens

La Terre d'Israël manque d'eau depuis la plus haute Antiquité, la Bible en témoigne. La France est un pays où il pleut beaucoup plus, 120 jours par an en moyenne. Pourtant, ici nous consommons 165 litres/jour/personne qui coûtent de plus en plus cher et certaines régions ont à faire face à des pénuries ! Par contraste, Israël où la sécheresse règne, n'a pas d'eau, ni potable, ni pour les usages économiques. On en utilise beaucoup moins qu'en France, car on l'arrose mieux. Ce qu'ils font à bas est-il transposable ici et ailleurs sur la planète ? 5 000 enfants meurent chaque jour faute d'avoir accès à l'eau potable. 1,6 milliard de Terriens en sont privés ! Selon l'UNESCO, "le manque d'eau potable n'est pas dû à des problèmes physiques mais à un manque de finances ou d'organisation. L'Éthiopie qui dispose d'une branche du Nil a des problèmes. Las Vegas dépense une orgie d'eau dans un désert ; l'eau y vient du Colorado" (UNESCO, L'eau, source de vie, bien commun de l'humanité, Ritournelles ou actualité, journal des ONG, 27 juin 2011)... Alors ?

Sans eau, une terre est déserte, sans agriculture, sans villes, sans développement. À l'inverse, une population importante sur un territoire dépourvu de ressources en eau. Le besoin croissant d'eau peut être partiellement rempli par des économies. La zone comprise entre le Jourdain et la Méditerranée est pauvre en eau ; cela n'empêche pas la croissance

rapide de la population et de son niveau de vie, grâce à la technologie. Le climat est caractérisé par une haute fréquence d'années sèches, de courtes saisons des pluies et une importante évaporation des eaux de surface. Environ 70 % de l'eau de pluie s'évaporent, 25 % s'infiltrent dans les nappes phréatiques et 5 % seulement s'écoulent dans les lacs et rivières. Les principales sources d'eau fraîche d'Israël et des Territoires palestiniens sont le lac de Tibériade (couvrant 20 % des besoins israéliens), l'Aquifère côtier (20 %) et enfin l'Aquifère de montagne (couvrant encore 20 % des besoins avec une eau de haute qualité). Cet Aquifère de montagne est la principale source d'eau fraîche en Cisjordanie. L'Autorité palestinienne y purifie peu son eau et n'utilise presque pas d'eau recyclée pour l'irrigation.

La technologie a cependant considérablement modifié la gestion de l'eau. Jusqu'en 1990, les sources naturelles conditionnaient le développement démographique et économique. Depuis, Israël est devenu leader mondial du recyclage et le pays pratique le dessalement à grande échelle. Ainsi, grâce au dessalement et au recyclage des eaux usées pour l'agriculture, Israël peut transférer plus d'eau vers les Palestiniens à partir des ressources partagées. Cette réalité aurait dû (et devrait) faciliter l'évolution vers une paix entre voisins.

L'eau ne doit plus être considérée comme un facteur aggravant des tensions dans le conflit israélo-palestinien puisque les moyens technologiques permettent dorénavant de résoudre la pénurie : les Israéliens ont officialisé leur objectif au terme du processus de paix, à savoir la parité en consommation d'eau par habitant pour toutes les parties concernées. Dans l'attente, ils sont respectueux du droit, formalisé à travers les amorce de droit international et les accords et traités signés. Il s'agit en particulier des accords de Taba de 1995 qui définissent la mise en application de la déclaration de principe d'Oslo (Oslo II). Quelles sont les ressources naturelles en eau, comment sont-elles exploitées, que veut dire équitable ? Toutes ces questions ont été abordées dans les négociations de Taba, et il y a été répondu, en principe même les formules d'ajustement en fonction des évolutions démographiques futures, comme le rappelle Daniel Reisner, avocat et conseiller juridique des négociations qui ont négocié les accords de Taba sur l'eau, dans une déclaration à l'auteur en 2004 (voir l'encart sur les accords de Taba). Toutefois, la réalité et la nécessité font loi et une collaboration active s'est mise en place, même si elle est niée officiellement par l'Autorité palestinienne (AP).

Le Plan Lowdermilk

Pour comprendre la situation et la répartition actuelle des eaux de surface et profondes, il faut remonter aux années 1930.

Suite aux violents pogroms lancés par la population arabe depuis 1929 et à plusieurs reprises durant les années 1930, en particulier le "nettoyage ethnique" de Hébron où vivait une importante communauté juive de manière continue depuis l'antiquité, la Société des Nations (SDN), qui avait donné mandat à la Grande-Bretagne pour établir sur la terre d'Israël un foyer national juif, envoya une mission d'étude en vue de résoudre les problèmes.

Une des questions était la suivante : quelle population les ressources naturelles permettraient-elles de faire vivre et comment les répartir entre Juifs, Arabes palestiniens et transjordanien (la Transjordanie avait été séparée par la puissance mandataire de la Terre d'Israël, en violation du mandat de la SDN, mais sans que celle-ci ne proteste). La SDN fit appel à un expert américain, M. Walter C. Lowdermilk. En 1936 il constata que la quantité des eaux disponibles dans le bassin du Jourdain n'était pas un facteur limitatif pour l'immigration juive (alors chassés d'Allemagne par les nazis). Il défini aussi la répartition de manière à allouer environ un tiers des eaux disponibles aux Juifs, un tiers aux Arabes palestiniens et un tiers aux Transjordanien - ce dernier tiers devant en l'occurrence provenir du Yarmouk, le principal affluent du Jourdain.

Ce plan fut accepté par l'Agence Juive, l'institution représentative des juifs à l'époque. Il fut rejeté par les Arabes et

accepté par le roi Abdallah de Transjordanie. Il ne fut jamais appliqué par les Anglais.

En 1947, après le vote de la toute jeune Organisation des Nations unies (ONU) en faveur du partage en deux États, l'un juif, l'autre arabe (partage accepté par les Juifs, mais refusé par le monde arabe), l'Agence juive demanda à M. Lowdermilk de revenir pour établir les bases d'un accord tripartite. Ce qu'il fit et son plan, plus détaillé, reprit en gros ses propositions de 1936. Après sa création en 1948 et son succès face aux attaques arabes, l'État d'Israël proposa lors des négociations d'armistice dirigées par l'ONU d'y inclure le plan Lowdermilk. Les Arabes refusèrent le plan et également de négocier avec le nouvel État tout arrangement sur l'eau. Contraint par l'afflux massif de réfugiés en provenance à la fois d'Europe et des pays arabes (900 000 Juifs vivant en terres arabes furent chassés de chez eux), Israël décida d'appliquer unilatéralement la partie le concernant du plan Lowdermilk. Cette situation prévalut jusqu'en 1967 quand, suite à la Guerre des Six jours, les Israéliens prirent le contrôle de tout le territoire compris entre la mer Méditerranée et le Jourdain.

Problématiques d'aujourd'hui

Les défis de l'eau imposent aujourd'hui :

- l'exploitation optimale des ressources naturelles (pluviosité, ressources de surface, nappes phréatiques) et la protection et la réhabilitation des ressources naturelles, pour tous les ayants-droits : le monde agricole, les ménages, l'industrie mais aussi les écosystèmes naturels qui sont tout aussi importants pour le cycle de l'eau ;
- les économies en particulier en agriculture, première consommatrice d'eau, mais aussi par un changement des comportements humains et la gestion intelligente des réseaux afin d'éviter au maximum les pertes en ligne ;
- l'utilisation de sources "non conventionnelles", avec par exemple le recyclage des eaux usées, le dessalement des eaux saumâtres et de l'eau de mer, ou encore l'irrigation avec des eaux saumâtres pour des plantes résistantes au sel.

Cette politique - ou géopolitique de l'eau - a pour objectif d'assurer en premier lieu la sécurité alimentaire et sanitaire des populations car il n'est point d'agriculture ni d'élevage sans eau.

Les exemples de collaboration entre Israéliens et Palestiniens abondent

Localement nous pouvons citer la prise en charge en Israël des eaux usées de la ville palestinienne de Jéricho (Cisjordanie) ; ces eaux étaient auparavant rejetées dans le Kishon, qui est dorénavant en cours de réhabilitation : un parc écologique a été créé conjointement par les autorités locales israéliennes et palestiniennes en charge des territoires riverains ; ou encore la réhabilitation du Cédron, la rivière traversant Jérusalem et bordée par plusieurs villages palestiniens : la municipalité de Jérusalem et la Compagnie nationale palestinienne des eaux mènent ces travaux conjointement.

En matière d'enseignement et de formation, la collaboration est aussi étroite : le collège universitaire israélien spécialisé dans la formation sur les technologies de l'eau, le collège de l'Arava, forme chaque année, en même temps que quelques dizaines d'ingénieurs israéliens, environ 60 ingénieurs palestiniens et autant de Jordaniens ; des fermiers de Gaza comme de Cisjordanie sont formés à l'institut agronomique israélien Volcani aux technologies agricoles leur permettant d'être tout aussi efficaces que leurs homologues israéliens.

Aujourd'hui, Israël a acquis, par sa recherche et son savoir-faire, une autonomie en eau qu'elle est prête à partager avec ses voisins palestiniens, mais paradoxalement, ces derniers - ou en tout cas leurs dirigeants - préfèrent conserver une attitude victimaire dont l'enjeu est le support international, en particulier financier. Libre de toute présence israélienne, Gaza peut recevoir librement le matériel nécessaire à ses projets civils et pourrait construire une usine de dessalement de l'eau de mer pour subvenir aux besoins criants de sa population. L'UNICEF a proposé de financer en totalité deux usines. Les autorités de Gaza (le Hamas) ont jusqu'à présent refusé ces projets.

L'allocation annuelle en eau faite par les Israéliens aux Palestiniens à partir des nappes phréatiques partagées est systématiquement supérieure aux montants prévus par les accords de Taba (signés par les deux parties). Cependant lorsque les Israéliens ont quitté la bande de Gaza, en 2005, l'infrastructure hydrique existante était en bon état de marche, mais elle a depuis été presque entièrement détruite afin de récupérer les tuyaux. C'est un Palestinien, les violations des accords de Taba sont nombreuses, en particulier en ce qui concerne la pollution des nappes phréatiques et les forages clandestins qui préviennent au-delà des ressources allouées. Les observateurs extérieurs estiment à environ 400 le nombre de ces puits clandestins en fonctionnement dans les territoires contrôlés par l'AP. De même, les accords prévoyaient la création de stations de traitement des eaux usées ; malgré le financement de pays donateurs, sur 11 usines, une seule fonctionne aujourd'hui, l'AP n'ayant alloué à ces stations aucun budget de fonctionnement.

À

Les Accords de Taba

La répartition de l'eau entre Israéliens et Palestiniens relève d'un accord sur l'eau signé dans le cadre d'un traité intermédiaire en 1995. Il s'agit d'un accord international signé - en plus d'Israël et de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) - également par les États-Unis, la Russie, la Jordanie, l'Égypte et l'Union européenne.

De manière générale, Israël honore pleinement ses engagements conformément à cet accord et vend de l'eau directement à la Compagnie nationale palestinienne des eaux en plus grande quantité et à moindre prix que ce qui est mentionné dans cet accord. L'accord prévoyait en outre un calcul des quantités futures d'eau correspondant au besoin des Palestiniens au-delà de cette période intermédiaire (1995-1999) soit environ 250 millions de mètres cubes par an alors que les Palestiniens n'utilisaient alors que 190 millions.

La situation sécuritaire sur le terrain menace toutefois la gestion de la répartition de l'eau qui

devient plus compliquée et risque de poser des problèmes, des désaccords ou des délais dans la réalisation des projets en cours. La collaboration est effective entre Israël et les Jordaniens au niveau global comme au niveau local et les Palestiniens sous l'administration de l'AP en bénéficiaire, mais pas ceux de Gaza, depuis que le Hamas y exerce le pouvoir.

À

L'agriculture dans tout le bassin du Jourdain est fortement dépendante de l'eau disponible. Les accords signés entre les trois entités, Israël, la Jordanie et l'Autorité palestinienne prévoient des collaborations actives et de plus en plus approfondies afin de permettre développement d'une agriculture moderne et économe en ressources. Cela passe autant par la société civile que par le fonctionnement des compagnies nationales des eaux des trois entités. En mars 2016, un nouvel accord a été signé entre Israël et la Jordanie pour établir sur chaque rive du Jourdain une ferme écologique moderne et les Israéliens ont alloué les budgets nécessaires à ce projet. L'ensemble du bassin du Jourdain, depuis la frontière nord d'Israël jusqu'à la mer Morte est sous surveillance écologique permanente afin d'améliorer la qualité de ses eaux et de limiter les atteintes environnementales. Mais Israël n'est pas le seul acteur en la matière.

Au-delà du conflit, des accords techniques subsistent : c'est par exemple le plan de sauvegarde du Jourdain mis en place entre Israël, la Jordanie et l'Autorité palestinienne, signé à Washington le 9 décembre 2013 ; ce plan commence à porter ses fruits. En ce titre Israël par exemple a abandonné une partie de ses ressources pour permettre au Jourdain de revivre et ralentir ainsi la dégradation de la mer Morte. Dans le prolongement de ce plan, un second accord a été signé le 26 février 2015 entre Israël et la Jordanie. Selon les termes de l'accord, un pipeline reliera la mer Rouge à la mer Morte et une usine de dessalement sera construite dans la ville portuaire d'Aqaba. L'accord prévoit le pompage annuel de 200 millions de mètres cubes d'eau de la mer Rouge : 80 millions seront dessalés à l'usine Aqaba et 30 à 50 millions utilisés par Israël pour la ville d'Eilat et la région Arava - deux zones désertiques souffrant d'une pénurie d'eau chronique. Les Jordaniens obtiendront de leur côté 30 millions de mètres cubes pour leurs besoins dans la partie sud aride du pays et 50 millions pour les régions centrales et septentrionales du royaume hachémite, fournis par Israël, en provenance du lac de Tibériade. Enfin Israël fournira, aux termes de cet accord, un volume additionnel de 30 à 50 millions de mètres cube d'eau fraîche par an aux Palestiniens de Cisjordanie. Les saumures produites par le dessalement, complétées par de l'eau prélevée dans la mer Rouge afin d'atteindre le niveau de salinité de la mer Morte, seront envoyées par le pipeline dans la mer Morte pour y compenser partiellement les pertes d'eau par évaporation. Cela représentera environ 80 à 100 millions de mètres cubes par an.

Ces collaborations montrent qu'il est possible de construire des sociétés prospères, même en situation de pénurie d'eau, par l'usage des technologies adaptées ; et qu'il est aussi possible de parler de l'eau au Proche-Orient en évitant tout discours de propagande. Les Israéliens, seraient prêts à négocier un nouvel accord sur l'eau. Tout est en place pour que toutes les parties s'engagent ensemble sur cette route. .

À

À

L'auteur

Ingénieur des Mines, Master of Science de Columbia University, Norbert Lipszyc a longtemps été en charge de projets d'innovation chez un géant de l'informatique. Il a aussi été correspondant en France d'ONG environnementales américaines, anglaises et israéliennes et a tenu pendant vingt ans une rubrique hebdomadaire sur le développement durable sur une radio parisienne. Aujourd'hui conférencier, Norbert Lipszyc est l'auteur de l'ouvrage "Crise mondiale de l'eau. L'hydro-diplomatie", paru aux Éditions de Passy en octobre 2013.